
Bulgarie, Roumanie : de la frontière aux identités

Description

Les réactions roumaines et bulgares suite à la mise en cause de leur capacité à assurer la sécurisation de la frontière extérieure de l'Union européenne (UE) traduisent une incompréhension entre l'Europe *intra muros* et sa périphérie quant à la perception de la frontière extérieure de l'UE.

Les déclarations, en février 2011, du Premier ministre bulgare Boïko Borissov, évoquant sa crainte d'un afflux d'immigrants cherchant à rejoindre la «riche Europe» suite aux révolutions arabes, viennent rappeler, au-delà de leur caractère polémique, l'importance stratégique de la frontière sud-orientale dans la stratégie de sécurité intérieure de l'UE, adoptée par le Conseil européen en mars 2010. Cette extrémité européenne est en effet la principale source d'entrée illégale en Europe, selon les dernières estimations de FRONTEX, l'agence européenne chargée de la sécurisation des frontières extérieures de l'UE. En conséquence, l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'espace Schengen, espace de libre-circulation dans lequel les pays abolissent leurs frontières internes au profit d'une frontière extérieure commune, est tout à fait cruciale. Dès lors qu'elle en seront membres, la Roumanie devra gérer la plus longue frontière extérieure de l'UE après la Finlande, tandis que la Bulgarie, qui jouxte la Turquie, devra -tout comme la Grèce aujourd'hui- faire face à l'immigration croissante venant du «sham-gen»[1].



C'est dans ce contexte qu'est intervenue la déclaration conjointe de la France et de l'Allemagne qui, en janvier 2011, ont émis des doutes quant à la capacité de ces deux pays à intégrer l'espace Schengen dès le mois de mars suivant. Ont été mis en avant les problèmes techniques de sécurisation des frontières et la corruption –principalement le risque représenté par les réseaux de crime organisé transitant par la Bulgarie-, ainsi que le fait, pour la Roumanie, de ne pas reconnaître de frontières avec la Moldavie[2]. Ce dernier grief est lié à l'initiative de Bucarest qui, depuis 1991 attribue un passeport roumain à tout citoyen moldave pouvant justifier d'un parent ou grand-parent né sur le sol roumain (ce qui, du fait de l'histoire de ces deux pays frères, est fréquent). Cette initiative a été perçue par certains pays membres de l'UE comme un «élargissement en douce» du fait de la liberté de circulation accordée *de facto* aux citoyens moldaves au sein de l'Union depuis l'adhésion de la Roumanie en 2007.

Les deux pays ont réagi différemment à ces mises en accusation: La Roumanie s'est insurgée, évoquant des «*motifs irrationnels*» et déclarant que les Roumains ne vont pas «*rester comme des vers de terre face aux grands pays de l'UE*»[3]. La Bulgarie, de son côté, a fait profil bas en invoquant des problèmes techniques et a tenté d'apparaître comme l'élève zélé: les autorités bulgares ont en effet émis l'idée de clôturer la frontière avec la Turquie, à l'instar de la Grèce qui a suggéré d'ériger un mur le long de l'Evros.

Il n'en reste pas moins que le scepticisme des anciens membres de l'UE quant à la capacité des deux derniers adhérents à entrer pleinement dans la grande famille européenne renforce l'incompréhension entre cette périphérie sud-orientale et l'Europe occidentale: les deux parties ne se font pas la même idée de ce que doit être la frontière extérieure de l'UE.

Frontière séparatrice ou interface?

La frontière est en effet bien plus qu'un simple tracé. C'est «*un fait sociologique qui prend une forme spatiale*»[4]. Si elle est synonyme d'interposition entre deux mondes, elle génère néanmoins une tension, créatrice de socialisation locale. Il y a donc plusieurs acceptations de la frontière, de celle «séparatrice» à celle «interface». Ce type de distinction est important car révélateur des différences d'approche entre l'Europe *intra muros* et le sud-est frontalier[5]. Alors que, pour les membres historiques de l'UE, la frontière extérieure doit être une ligne de séparation destinée à protéger Schengen, en revanche dans la vision européenne sud-orientale, la frontière est une interface entre deux mondes, source d'une dynamique propre de socialisation. Cette relation particulière à la frontière a été source de dilemmes dans la construction identitaire en Roumanie et en Bulgarie, éclairant, dans une certaine mesure[6], les différences d'approche.

Le dilemme culturel: entre Orient et Occident, le syncrétisme sud-oriental

«*Le hasard a voulu nous jeter au croisement de trois mondes différents [...], le monde moderne, le monde musulman et le monde russe*», écrivait le poète roumain Eminescu au 19e siècle. L'influence ottomane a en effet laissé des traces dans cette région, malgré les expériences distinctes. Les témoignages de cette orientalisation de la culture sont encore visibles aujourd'hui, de la langue à l'architecture, en passant par les minorités pomaque et turque en Bulgarie.

En outre, à partir du 19e siècle, la Bulgarie a pris conscience de son identité slave et chrétienne-orthodoxe, héritage de son glorieux passé national (la grandeur des premiers royaumes bulgares). Cette culture, encore très présente aujourd'hui, a souvent suscité la crainte des Bulgares de ne pas paraître «assez européens»[7]. C'est sous ce prisme que peut être interprété le comportement réservé de la Bulgarie face aux exigences de Bruxelles.

La Roumanie, quant à elle, est plus vive dans ses réactions. En effet, le pays, marqué par sa latinité, n'estime pas devoir prouver son appartenance à l'Europe. Malgré des influences ottomanes qui ont orientalisé sa culture, l'héritage culturel orthodoxe de Valachie et de Moldavie, gréco-catholique de Transylvanie, ainsi que l'appropriation des modèles culturels ouest-européens au 19e siècle, ont renforcé l'identité à la fois syncrétique et européenne du pays.

L'identité culturelle en Roumanie et en Bulgarie est ainsi une identité de «carrefour»[8], pour la première parfaitement compatible avec les valeurs de l'Europe, quand la seconde ressent davantage la crainte d'être exclue du «club» européen.

Le dilemme géographique: de la périphérie au centre, la stratégie politique d'interface

Si, dans les mémoires collectives roumaine et bulgare, les Balkans représentaient le centre d'une Europe allant de l'Atlantique à l'Oural, la conquête ottomane a relégué cette région à la périphérie de l'Europe. Cette marginalisation est ressentie d'autant plus amèrement que le mythe du sacrifice pour la

sauvegarde du reste de l'Europe est encore très présent, comme l'explique l'historien Lucian Boia[8]. Ce mythe permet certes de justifier le «retard historique» de ces pays, qui serait lié à la domination ottomane, mais vise surtout à attirer l'attention de l'Occident sur le sacrifice consenti par ces peuples face aux Ottomans afin de protéger l'Europe. «*Nous avons été le boulevard de l'Europe contre toutes les invasions asiatiques à l'époque*», clamait l'homme politique roumain Ion Bratianu en 1879. «*Il est connu que les Roumains ont retardé l'avancée ottomane vers le centre du continent*», argumentait, quant à lui, l'historien Panaitescu dans les années 1930.

En Bulgarie, cette marginalisation a été accentuée par le sentiment d'humiliation né de l'action des puissances européennes, lorsque le traité de Berlin de 1878 a annulé le traité de San Stefano qui, rédigé quelques mois plus tôt, reconnaissait la naissance d'une Grande Bulgarie englobant les territoires actuels de la Macédoine et du Nord de la Grèce, et a institué à sa place une principauté vassale de l'Empire ottoman, la Roumélie. Plus tard, les défaites de la seconde guerre balkanique (1913) et de la Première Guerre mondiale seront ressenties comme des «catastrophes nationales».

Ce sentiment de périphérisation par rapport à la modernité européenne sera ressenti de manière identique après la chute du communisme. La Roumanie et la Bulgarie ont d'abord été reléguées dans une zone grise, située entre le monde ex-soviétique, l'aire de stabilité ouest-européenne et la zone de transition dynamique centre-européenne. Une nouvelle fois au carrefour de trois mondes, ces pays ont cherché à redéfinir une identité complexe pour contrer leur marginalisation.

La Roumanie s'est ainsi redéfinie, de manière presque obsessionnelle[10], comme un pays-pivot, avant-poste de la stabilité européenne dans un voisinage oriental encore soumis aux soubresauts de l'Histoire. Cette stratégie s'illustre parfaitement dans la relation qu'elle entretient avec la Moldavie, où elle tente de développer une stratégie d'ancrage européen. Cela se traduit par un développement de la coopération transfrontalière et régionale, ainsi que par des gestes politiques forts comme l'attribution de passeports. Ainsi, ce qui est ressenti comme un «élargissement en douce» par Bruxelles ou Paris n'est pour les Roumains qu'un moyen de repousser la périphérie européenne «plus à l'Est». Il en est de même avec le Caucase du sud, que le président Traian Băsescu intègre *de facto* à l'espace européen: «*D'un point de vue historique et géographique, la région entre la mer noire et la mer Baltique qui inclut aussi le Caucase du sud ne peut être exclue de l'Europe*»[11].

Cette stratégie s'illustre enfin par l'appartenance de la Bulgarie et de la Roumanie aux structures de coopération régionale regroupant leurs voisins non membres de l'UE, comme l'Organisation de coopération économique de la mer Noire (OCEMN) ou le Processus de coopération en Europe du sud-est (SEECP), et par la promotion qui est faite de ces instances au sein de l'UE. Dans cette optique, la perspective de devoir établir une stricte étanchéité sur la frontière orientale est ressentie comme une dynamique inverse à leur vision de la frontière convergente. A charge pour eux, aujourd'hui, de crédibiliser cette conception au sein des instances bruxelloises.

Notes :

[1] «Sham-gen» de *Bilad al Sham*, référence à la rive orientale de la Méditerranée, dont les pays bénéficient d'un régime de visas gratuits de la part de la Turquie (Syrie, Jordanie, Israël, Liban. On y inclut parfois par extension Maroc, Tunisie, Libye pour le Maghreb et Yémen, Iran, Pakistan et Kazakhstan pour le Moyen-Orient et l'Asie).

[2] Déclaration conjointe de la France et l'Allemagne, *Actualités européennes*, Commission des affaires européennes, 11 janvier 2011.

- [3] Déclaration du ministre roumain des Affaires étrangères Teodor Basconchi, *Adevarul*, 2 février 2011, et déclaration du Président Traian Băsescu sur *Antenna 3*, 7 janvier 2011.
- [4] Georg Simmel, *Sociologie*, Etude des formes de la socialisation (1908), PUF, 1999.
- [5] Monica Spiridon, «Inventând Europa-Identati si frontiere», *Observator cultural*, n°60-61, 20 avril-3 mai 2006.
- [6] Nous ne prétendons en aucun cas à une explication exhaustive, simplement à un éclairage différent de ce point d'actualité.
- [7] Maya Kosseva, Antonina Zhelyazkova, Marko Hajdinjak, «European dilemmas and identity construction on Bulgarian path to modernity», *IMIR Report*, décembre 2009.
- [8] Catherine Durandin, *Histoire des roumains*, Fayard, 1995.
- [9] Lucian Boia cité par Valcan Ciprian, «La culture roumaine: complexe d'infériorité, modernisation, problèmes d'identités», *Revista Oasis*, n°13, 2008.
- [10] Sorin Antohi parle de «Bovarysme géoculturel», in «Les Roumains pendant les années 1990. Géographie et identité sociale», CEVIPOL, 1997; mais aussi «Les Roumains en 1995. Géographie symbolique et identité sociale», *Revista 22*, n°48-49-50, Bucarest, 1995; et «La Roumanie une grave maladie...», *Revista 22*, n°38, Bucarest, 1993.
- [11] «Din punct de vedere geografic ?i istoric, regiunea dintre Marea Baltic? ?i Marea Neagr?, care include ?i Caucazul de sud, nu poate fi exclus? din Europa», Communiqué de presse *Région de la mer Noire: promouvoir la liberté, la démocratie et la stabilité régionale*. Allocution du Président Traian Băsescu au *Council on Foreign Relations*, 10 mars 2005.

Photo vignette : Mosaïque de la cathédrale Saint Alexandre Nevski, Sofia (Céline Bayou).

* Cotilde GOJJART est étudiante en Master 2 de Relations Internationales à l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux.

Image not found or type unknown



[Retour en haut de page](#)

date créée

10/04/2011

Champs de Méta

Auteur-article : Clotilde Goujart*